

Mission ORSTOM
de Lomé

Juin 1993

Pour
"Villes en parallèle"
numéro "Autonomie des villes
secondaires du Tiers-Monde"

Yves MARGUERAT
(géographe)

DADJA, OU L'USINE AUX CHAMPS

Industrialisation et émergence du fait urbain
au Togo

Pour qu'une agglomération émerge de la masse des villages, il faut que des activités autres qu'agricoles -commerce, administration, etc.- fassent apparaître une population différente par ses sources de revenus, ses modes de vie... Se développent alors de nouveaux comportements, de nouveaux types d'habitat, d'autres activités, des infrastructures et des équipements qui feront naître toutes sortes d'échanges (sociaux, économiques, monétaires...) entre petite ville naissante et villages voisins : ces liens régionaux, cette structuration de l'espace peuvent être considérés comme le plus décisif des critères d'urbanisation.

L'industrie, par l'ampleur des investissements et des effectifs mis en jeu, est *a priori* un facteur typique d'urbanisation. Mais peut-elle être, à elle seule, un moteur suffisant pour faire d'une agglomération paysanne une vraie ville ? Comment (et en quoi) une grosse usine implantée en rase campagne, dans un village, transforme-t-elle celui-ci ?

C'est ce que nous dira le cas de Dadja, au Centre-Sud du Togo, à 150 km au nord de Lomé (1), avec son usine textile qui fut longtemps le fleuron de la petite industrie togolaise.

(1) Enquêtes de terrain faites, pour l'essentiel, en 1979-80, jamais exploitées jusqu'ici.

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 39556 ex 1

Cote : B

11.5.94

I. ESSOR ET DECADENCE D'UN COMPLEXE INDUSTRIEL

C'est dès 1961 que le gouvernement togolais demanda à un groupe industriel allemand de lui construire un complexe textile. Visant autant l'aménagement du territoire que l'industrialisation, il exigea que l'investissement se fît hors de la capitale.

On choisit donc la Région des Plateaux, principale zone productrice de coton du pays (2). Il fallait surtout de bonnes liaisons avec Lomé et l'océan : la route centrale de Lomé au Nord n'était pas encore goudronnée, mais elle longeait la principale voie ferrée du pays (3). (Carte 1)

On avait besoin d'un terrain plat, flanqué en arrière d'un cours d'eau -l'Amoutchou- dont un aménagement simple (barrage et dérivation) amènerait l'eau en suffisance. On choisit donc la plaine située à côté du village de Dadja (lui-même sur un interfluve légèrement surélevé, d'où de graves difficultés d'approvisionnement en eau), à 11 km au sud d'Atakpamé (30 000 habitants en 1980), l'un des trois -modestes- principaux centres régionaux du Togo. (Carte 2)

Construit à partir de 1964, le complexe textile ITT (4) fonctionna en 1966, juxtaposant filature, tissage, impression de "pagnes" de coton et confection (draps, "T shirts",...): un investissement de près de 3 milliards de F CFA en 1975, donnant un chiffre d'affaires oscillant entre 3 et 4 milliards : 80 % pour les imprimés, 20 % pour la confection, celle-ci presque entièrement exportée vers l'Europe, tandis que les pagnes circulaient -légalement ou pas tout à fait légalement- dans toute l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Les effectifs atteignirent 1 500 personnes en 1980 (dont 30 cadres, par moitié allemands et togolais).

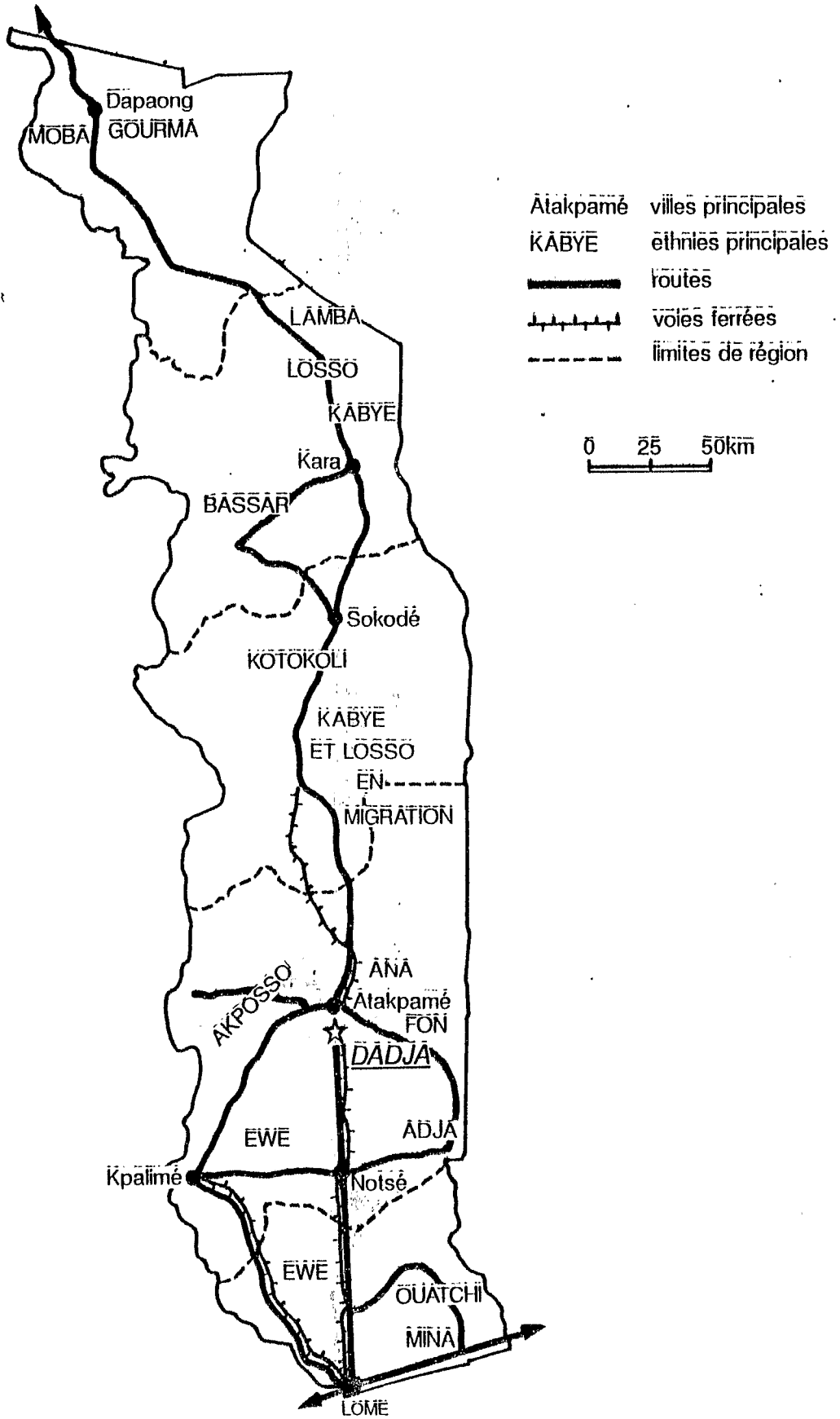
Une belle réalisation, qui tournait honorablement à 70 ou 80 % de sa capacité de production. Mais elle souffrait d'un mal irrémédiable, qui éclata au grand jour à partir de 1980 : le non-réinvestissement. Le groupe allemand avait installé un matériel ancien (ce qui était alors un bon choix), qui exigeait une main-d'oeuvre et de l'énergie à la fois abondantes et bon marché. Or, en quinze ans, les coûts de l'une et de l'autre avaient considérablement augmenté, sans qu'on ait utilisé les (solides) bénéfices pour les modernisations qui auraient dû s'imposer : en 1980, ITT cessa d'être compétitive, et les dettes s'accumulèrent (jusqu'à 7 milliards). Le groupe allemand mit tout simplement la clé sous la porte : les cadres européens se retirèrent -pour ne pas dire s'enfuirent- fin 1980 ; la dissolution de la société ITT SA fut proclamée en juin 1981.

(2) Depuis l'époque allemande. Mais c'est surtout après 1982 que le coton démarra en grand au Togo. En 1977, l'usine avait commencé à en planter elle-même, sur 200 hectares, 400 en 1979, avec une centaine d'ouvriers agricoles. On prévoyait de passer à 8 000 ha en 1982, et plus tard à 40 000... De fait, la rigidité des réglementations de l'Office des Produits Agricoles du Togo, qui exigeaient que toute la production transitât par Lomé avant de retourner à Dadja, fit capoter le projet (techniquement viable) avant même la faillite de l'usine.

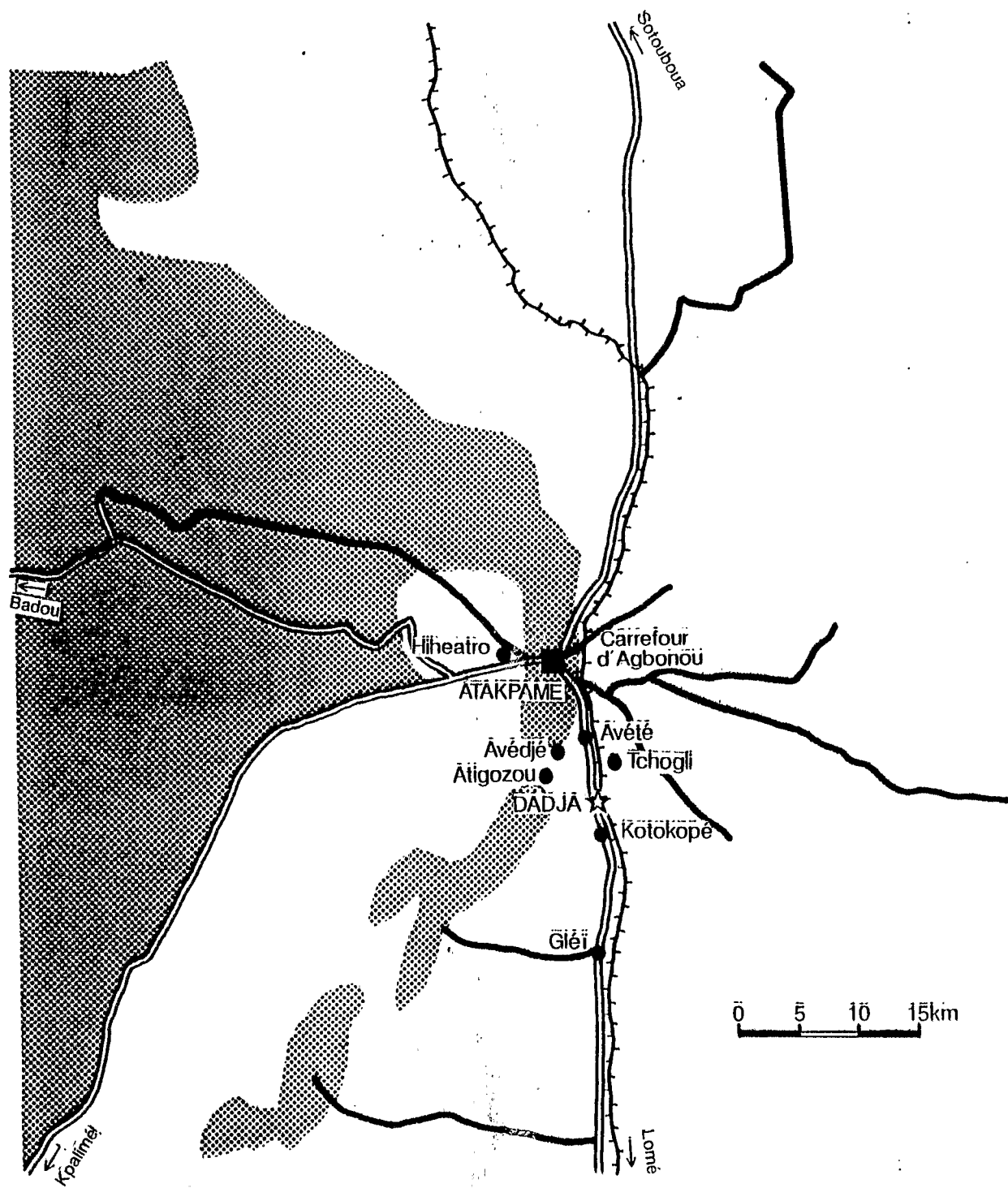
(3) Une petite piste d'aviation privée servit aux liaisons urgentes avant l'aménagement de la route nationale 1. (Aujourd'hui deux heures de voiture suffisent).

(4) "Industrie Textile Togolaise", au capital de 540 millions de F CFA (allemand à 63 %, togolais public 25 %, togolais privé 12 %). Rappel : 1 F CFA = 2 FF.

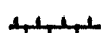
LE TOGO ET DADJA



DADJA ET SES ENVIRONS



reliefs



voie ferrée



route goudronnée



piste



villages où vivent
des ouvriers d'ITT

Mais l'usine était toujours là, avec ses ouvriers et ses cadres togolais, sans aucun statut juridique, mais avec un outil en état de marche. Commença alors un épisode très étonnant, un "Lip" (5) en Afrique : les effectifs se dégraissèrent rapidement des derniers venus (en particulier ceux embauchés pour la plantation de coton (6)) et d'une grande partie de la bonneterie, mais à la mi-1982 il restait encore 920 ouvriers et 7 cadres togolais (et un technicien français, indispensable), qui continuaient à faire tourner l'usine, sans trop de problèmes autres que financiers. Les richissimes *nana Benz*, les célèbres revendeuses de tissus de Lomé, pré-finaçaient les achats de matières premières ; l'usine imprimait les pagens de leur choix et les leur revendaient ; on payait les ouvriers et la maintenance avec le bénéfice. C'était le secteur informel qui faisait travailler une usine moderne, un cas de figure certainement jamais envisagé dans les manuels d'économie...

Ce n'était bien sûr qu'une activité de survie, sans avenir, mais en 1987 il restait encore 560 personnes en "coopérative informelle", quand le gouvernement togolais, qui cherchait désespérément des repreneurs, rencontra un industriel coréen qui parut sérieux. Celui-ci obtint la liquidation de ce qui restait d'ITT, c'est-à-dire le licenciement des derniers ouvriers et, de fait, la fin de toute activité. Le Coréen renonça, un Chinois de Hong-Kong fit un tour de piste... En vain. La vaste usine est aujourd'hui fermée, pratiquement à l'abandon, et la situation très troublée que vit le Togo depuis 1991 empêche tout espoir de reprise dans un avenir prévisible (7).

C'est donc à l'apogée de l'usine, juste avant sa chute, que j'ai pu étudier sa population ouvrière et ses relations avec le village de Dadja.

II. LES OUVRIERS A LA CAMPAGNE

Les effectifs de l'usine avaient crû rapidement : 500 en 1970, 1 000 en 1975, 1 300 en 1977, 1 385 en 1979 (8), dont 85 agents de maîtrise. Ils avaient pour la plupart été recrutés sur le tas (avec au mieux un apprentissage de tailleur artisanal) et formés par l'usine, qui appliquait une discipline stricte mais bienveillante : le "turn over" ne dépassait pas 1 % par an (9).

Les plus gros effectifs étaient en filature (239), confection (192), tissage (179), contrôle-expédition (112), finissage (78)... Nous

(5) Célèbre usine d'horlogerie de Besançon qui, dans les années 1972-75, refusa sa fermeture et réussit à tourner en autogestion pendant quelques années, malgré l'hostilité des pouvoirs publics (alors qu'au Togo tout le monde s'efforça de faire survivre ITT).

(6) On cultiva cependant 40 ha de riz pour nourrir les ouvriers...

(7) Ainsi que, pour le chercheur, toute possibilité de nouvelle enquête de terrain pour faire un bilan actualisé.

(8) Plus une trentaine dans les bureaux de Lomé : la direction générale (allemande) et les services commerciaux. C'était le troisième employeur du pays, après la fonction publique et l'exploitation des mines de phosphates, de loin le premier des employeurs privés.

(9) 6 % de notre échantillon (dont 1/3 de la maîtrise) avait été recruté avant même l'ouverture de l'usine en 1966.

avons enquêté parmi eux 400 personnes (29 % du total), en respectant une proportion de 25 à 32 % dans chaque atelier, soit 367 ouvriers (ou employés) et 33 agents de maîtrise.

Le personnel est réparti en six catégories pour les ouvriers, cinq pour la maîtrise, sur lesquelles sont fondés les salaires. L'ancienneté progresse régulièrement avec les catégories. On a évalué pour chacun les salaires réels (qui, à coup de travail de nuit et de primes diverses, dépassaient en moyenne de 52 % les salaires indiciaires réglementaires. Il fallait en déduire les diverses charges fiscales (6,25 % pour les ouvriers, 7,4 % pour la maîtrise) et les endettements auprès de la firme (10 % pour les ouvriers, 7,7 % pour la maîtrise), ce qui aboutissait à des revenus moyens nets de 25 000 F par mois pour les premiers, 78 000 pour la seconde, chiffres tout à fait honorables dans le Togo de l'époque (10).

Catégorie	Effectifs 1979	Salaires bruts (11)	ancienneté moyenne (en années)	année médiane de recrutement	Nombre d'enquêtes
I	86	16 050	0,5	1979	25)
II	97	19 150	2,5	1977) 51 26 (
III	714	25 950	6,0	1973	201
IV	208	35 400	8,5	1971	58)
V	139	40 400	10,0	1967	(37 (115
VI	56	50 100	10,2	1967) 20 (
Ouvriers	1 300	29 950	6,5	1973	367
VII	49	72 500	10,3	1967	17
VIII	15	86 750))
IX	2	114 300	((
X	17	136 400)	1966)
XI	2	165 100	(11,4		(16
))
			((
Maîtrise	85	91 250	10,8	1966	33

(10) 16 % des ouvriers d'ITT participaient à une tontine, c'est-à-dire les trois-quarts des membres de tontines repérés à Dadja (les paysans les ignorent presque totalement). La moitié des ouvriers concernés cotisent 5 000 F par mois (en général à 6 participants), 20 % de 1 000 à 3 000 F, 12 % de 10 000 à 30 000 F (à 8 à 10 participants, ce qui brasse donc des capitaux considérables).

(11) Moyenne calculée sur les états de salaire de février et mars 1979. ceux-ci ne permettaient pas le calcul détaillé des revenus nets.

On notera que la III^e catégorie représentait à elle seule plus de la moitié des effectifs. On regroupera pour l'analyse les deux premières (les emplois les plus récents, les moins qualifiés, les moins payés) et les trois dernières des ouvriers (IV, V et VI), enfin la maîtrise à part, soit quatre groupes relativement homogènes.

Entreprise privée, ITT était en fait une usine fort "politique", suivie de très près par les hauts responsables nationaux (on la faisait volontiers visiter aux chefs d'Etat en visite officielle), et les pressions ne manquaient pour faire embaucher tel ou tel, assez généreusement pour respecter les équilibres nationaux. Ce n'est qu'à la fin des années 1970 que l'embauche - en particulier pour les postes de travailleurs agricoles, les moins payés, les moins propices aux promotions - passa à peu près exclusivement par le Service de la Main-d'oeuvre d'Atakpamé, renforçant donc le poids des ethnies voisines. Mais, mis à part le très faible poids de l'Extrême-Nord (marginal dans tous les domaines), toutes les régions du Togo étaient assez bien représentées.

Ethnies du Sud	Ethnies proches de Dadja	Ethnies un peu plus éloignées
Ewé : 14,75 % Ouatchi : 4,5 % Mina : 2,5 %	Ana : 16,25 % Fon : 7,5 % Akposso : 14,75 %	Ehoué, Adja : 1,25 % Kpessi, Anyanga : 0,75 % Akébou, Ahlon : 1,5 %
21,75 %	38,5 %	3,5 %
Région Centrale	Région de la Kara	Région des Savanes
Kotokoli : 1,75 % Bassar : 0,5 %	Kabyè : 18,25 % Losso : 11,25 % Lamba : 2,5 %	Moba : 0,75 % Gourma : 0,25 %
2,25 %	32 % (12)	1 %
Divers étrangers (ou origine étrangère) : 1 %		

Prépondérance, donc, des grands groupes qui se partagent le pouvoir au Togo : Kabyè et Ewé-Mina, des Akposso proches, des Ana et Fon autochtones... (13).

34 % des gens d'ITT étaient natifs de la préfecture d'Atakpamé (vaste et très diverse ethniquement du fait d'une forte immigration rurale en provenance de la Kara). 6 % seulement étaient des autochtones du village de Dadja.

(12) Dont la moitié venue de la très importante diaspora de ces groupes dans le centre du Togo (Région Centrale et ouest de la Région des Plateaux).

(13) Equilibre ethnique à peu près égal dans tous les ateliers (un peu plus d'Ewé-Mina - plus scolarisés - dans les fonctions d'employés, une certaine concentration de Kabyè dans la confection, Ana et Akposso représentant la moitié des travailleurs agricoles...)

Au total, donc, un microcosme du Togo qui vivait en assez bonne entente, tout le monde étant fort soucieux d'éviter l'apparition ouverte des conflits potentiels. La cohésion des ouvriers et des cadres d'ITT après la faillite de l'entreprise a démontré qu'il s'agissait bien là d'une véritable communauté.

III. VIVRE AU VILLAGE OU EN VILLE ?

Hormis pour les cadres, logés dans des villas (modèle boîte à chaussure) dans l'enceinte même de l'usine (14), l'entreprise ne s'occupait pas de l'hébergement de son personnel. Ces ouvriers, venus aux neuf-dixièmes de toutes les régions du Togo, ne s'étaient cependant pas tous installés à Dadja : 55 % seulement. Les autres avaient choisi Atakpamé (39 %) ou les villages des alentours, dans un rayon de deux à quatre kilomètres. Les choix de résidence ne différaient pas beaucoup selon les catégories, hormis un poids plus fort des ouvriers les plus récents à Atakpamé, où, on l'a dit, ils avaient été recrutés en priorité.

Catégorie	Résidence		
	Dadja	Atakpamé	Villages voisins
I - II	43,1 %	51 %	5,9 %
III	56,7 %	36,3 %	7,0 %
IV - VI	56,5 %	36,5 %	7,0 %
<i>Total ouvriers</i>	<i>54,8 %</i>	<i>38,4 %</i>	<i>6,8 %</i>
Maîtrise	57,6 %	36,4 %	6,0 %
T O T A L	55,0 %	38,25 %	6,75 %
<i>sur 1 385 personnes</i>	<i>762</i>	<i>530</i>	<i>93</i>
dont proportion de natifs du lieu de résidence	10 %	11 %	93 %
	(total : 16 %)		

Malgré leur ancienneté moyenne assez forte, et leurs revenus non négligeables, les ouvriers d'ITT s'étaient relativement peu enracinés : plus des deux-tiers restaient locataires, avec des nuances fort sensibles selon les lieux de résidence :

(14) Et qui s'y ennuyaient passablement, n'ayant pour distraction que l'unique (et morose) boîte de nuit du grand hôtel d'Atakpamé.

	Ensemble	Dadja	Atakpamé	Villages voisins
propriétaire (par construction)	21,75 %	24,1 %	9,1 %	74,1 %
propriétaires (par héritage)	1,5 %	1,4 %	2,0 %	-
locataires	68,75 %	70,4 %	77,8 %	3,7 %
hébergé (par la famille)	8,0 %	4,1 %	11,1 %	22,2 %

On notera l'absence totale de propriétaire par achat de sa maison (mais c'est là un fait culturel assez normal au Togo : on habite "chez soi") et aussi l'absence d'héritiers dans les villages (là, les chefs de famille sont restés ruraux ; ce sont apparemment les cadets qui ont tenté leur chance à l'usine, et y ont gagné de quoi construire).

Il y a naturellement des nuances sensibles selon la place dans la hiérarchie de l'usine, qu'il n'est pas nécessaire de commenter longuement.

catégorie	propriétaires	locataires	hébergés	héritiers
I - II	9,8 %	66,7 %	19,6 %	3,9 %
III	20,4 %	70,6 %	8,0 %	1,0 %
IV - VI	23,5 %	70,5 %	4,3 %	1,7 %
<i>total ouvriers</i>	<i>19,9 %</i>	<i>70,0 %</i>	<i>8,5 %</i>	<i>1,6 %</i>
maîtrise	42,4 %	54,6 %	3,0 %	-
TOTAL	21,75 %	68,75 %	8,0 %	1,5 %

A Dadja, les propriétaires des ouvriers locataires sont aux trois-quarts des autochtones, essentiellement paysans, mais il y a aussi des ouvriers parmi eux, et même des ouvriers non autochtones qui ont construit pour louer après avoir bâti pour eux-mêmes (15).

*
* *

(15) Ceci uniquement dans les nouveaux quartiers de la périphérie.

On a demandé à chacun s'il était content de son lieu de résidence, ou s'il préférerait en changer.

70 % des ouvriers habitants à Dadja (rappelons-le, immigrés à 90 %, dont 79 % venus d'une autre préfecture) en sont satisfaits, en invoquant à 54 % des raisons positives : 36 % -la moitié des satisfaits- évoquent la proximité du travail (16), 14 % la possibilité de cultiver des champs, 4 % le moindre coût de la vie (ou du moins du logement (17)).

Les autres (26 %) indiquent des raisons plutôt passives : "Je me suis habitué ici ; je n'y ai pas de problèmes (alors qu'en ville, il y en a) ; j'ai construit ma maison (6 %) ; je suis né ici ; j'ai épousé une fille d'ici..." (18)

21 % aimeraient mieux être ailleurs, mais restent fixés à Dadja "faute de moyen de transport, à cause du coût des déplacements..." (19) 1 % hésite à rester, 8 % veulent partir, en se plaignant surtout des problèmes d'approvisionnement en eau et du coût des produits vivriers.

Les ouvriers des villages voisins sont contents de leur sort (il est vrai qu'ils sont tous natifs du lieu ou d'un autre village très proche) : "C'est plus tranquille ; c'est moins cher ; j'ai ma maison, ma famille, mes champs..." 4 % seulement envisagent d'aller à Dadja pour se rapprocher de l'usine (20).

Ceux d'Atakpamé aussi -immigrés à 89 %, dont 64 % issus d'une autre préfecture (21)- se déclarent à 92 % contents d'y être ("C'est chez moi ; c'est près de mon village ; on peut s'entraider ; je suis habitué ici ; j'aime la vie en ville..."), dont la moitié expliquent pourquoi ils ne veulent pas résider à Dadja : essentiellement à cause des problèmes d'électricité et surtout d'eau (17 %) (22), à cause du médiocre approvisionnement et du coût des produits vivriers (16 %), des difficultés de logement (4 %), de l'absence de distractions, de sports, de plaisirs nocturnes (3 %)...

6 % regrettent de ne pas être à Dadja, mais sont retenus d'y venir par les problèmes d'eau et de logement. 2 % seulement envisagent de venir s'y installer (23).

(16) 75 % viennent à l'usine à pied, 19 % en bicyclette, 6 % en vélomoteur ou en moto (le taux de motorisation étant naturellement lié à la catégorie).

(17) Les loyers étaient légèrement moins chers à Dadja : en moyenne 1 500 F par mois (pour 1,9 pièce par famille), contre 2 000 à Atakpamé (pour un petit peu plus d'espace : 2,2 pièces par famille locataire).

(18) La plus jolie des réponses "diverses" : "Je préfère rester ici et envoyer ma femme à Atakpamé pour être libre, car elle est très jalouse..." (Il était possible de donner plusieurs réponses.)

(19) 75 F par trajet Atakpamé-Dadja en taxi-brousse, ou (par abonnement auprès d'un transporteur de la ville) 2 000 F par mois en bus (souvent en panne).

(20) Les ouvriers des villages viennent à l'usine en vélo à 52 %, engin motorisé à 26 %, bus ou taxi-brousse 15 %, quelques-uns à pied...

(21) 2 % des ouvriers résidant à Atakpamé étant natifs... de Dadja.

(22) L'approvisionnement en eau potable d'Atakpamé est pourtant chroniquement déficitaire, le plus mauvais des villes moyennes du Togo.

(23) 70 % viennent à Dadja par le bus qu'ils ont affrété, 14 % en vélo, 14 % en vélomoteur ou moto. Quelques rares agents de maîtrise ont une voiture.

Il se dégage donc très nettement l'image d'une agglomération favorisée par la proximité du lieu de travail, ainsi que l'abondance des terres agricoles disponibles pour compléter son revenu, mais handicapée par de gros problèmes d'infrastructures. Ni par ses équipements, ni par sa vie sociale, Dadja n'est perçue comme une ville digne de ce nom. Le village originel a grossi, mais, pour ses usagers, il est resté un village.

IV. LES MUTATIONS D'UN VILLAGE INDUSTRIALISE

Dadja, sur sa légère éminence, avait été fondée au début de la seconde moitié du XIX^e siècle par les Dadja (ou plutôt Datcha), un petit groupe de l'ethnie ana. Les Ana (ou Ifè) sont les plus occidentaux des Yoruba, venus du Sud-Ouest du Nigéria depuis plusieurs siècles et regroupés, en raison de l'insécurité qu'entretenait le royaume fon d'Abomey, dans le massif montagneux d'Atakpamé. A la fin du XIX^e siècle, la plaine située à l'est de celui-ci fut repeuplée à partir de la ville d'Atakpamé, avec aussi des immigrants fon qui avaient fui les guerres d'Abomey. Au XX^e siècle s'implantèrent aussi au nord et au sud d'Atakpamé d'importantes colonies agricoles de Kabyè et de Losso : le peuplement de la région est donc à la fois récent et fort complexe.

Le premier clan datcha à s'installer, celui d'Ago, fonde le quartier Ikwago, à l'ouest de la grande route actuelle. Plus tard s'implantèrent les clans Atchou et Akoutan, à Ikwatchou et Ikwakoutan, à l'est de la route. Les relations entre les Datcha furent parfois difficiles (24), au point d'amener les Allemands à reconnaître deux chefferies pour ce petit village. (Carte 3).

On l'équipa d'un petit centre de santé dans les années 1930, après l'Indépendance de deux écoles (une catholique, une officielle), puis d'un collège, comme beaucoup de gros villages au Togo. Hormis une croisée de rues orthogonales taillées dans les quartiers ouest, un marché hebdomadaire (350 places), trois puits -à sec plusieurs mois par an- et un terrain de football sommaire, Dadja n'a bénéficié d'aucun équipement public, ni d'investissements privés : tous les services modernes (poste, hôpital, banque, grand commerce...) sont restés à Atakpamé, trop proches pour permettre une concurrence.

La présence de l'usine n'a apporté au village qu'une batterie de six robinets à l'extérieur de son enceinte, devant lesquels s'entassaient de très longues queues, qui, en saison sèche, débutaient parfois en pleine nuit.

L'apport d'ITT au village fut donc essentiellement son expansion spatiale et le gonflement de sa population.

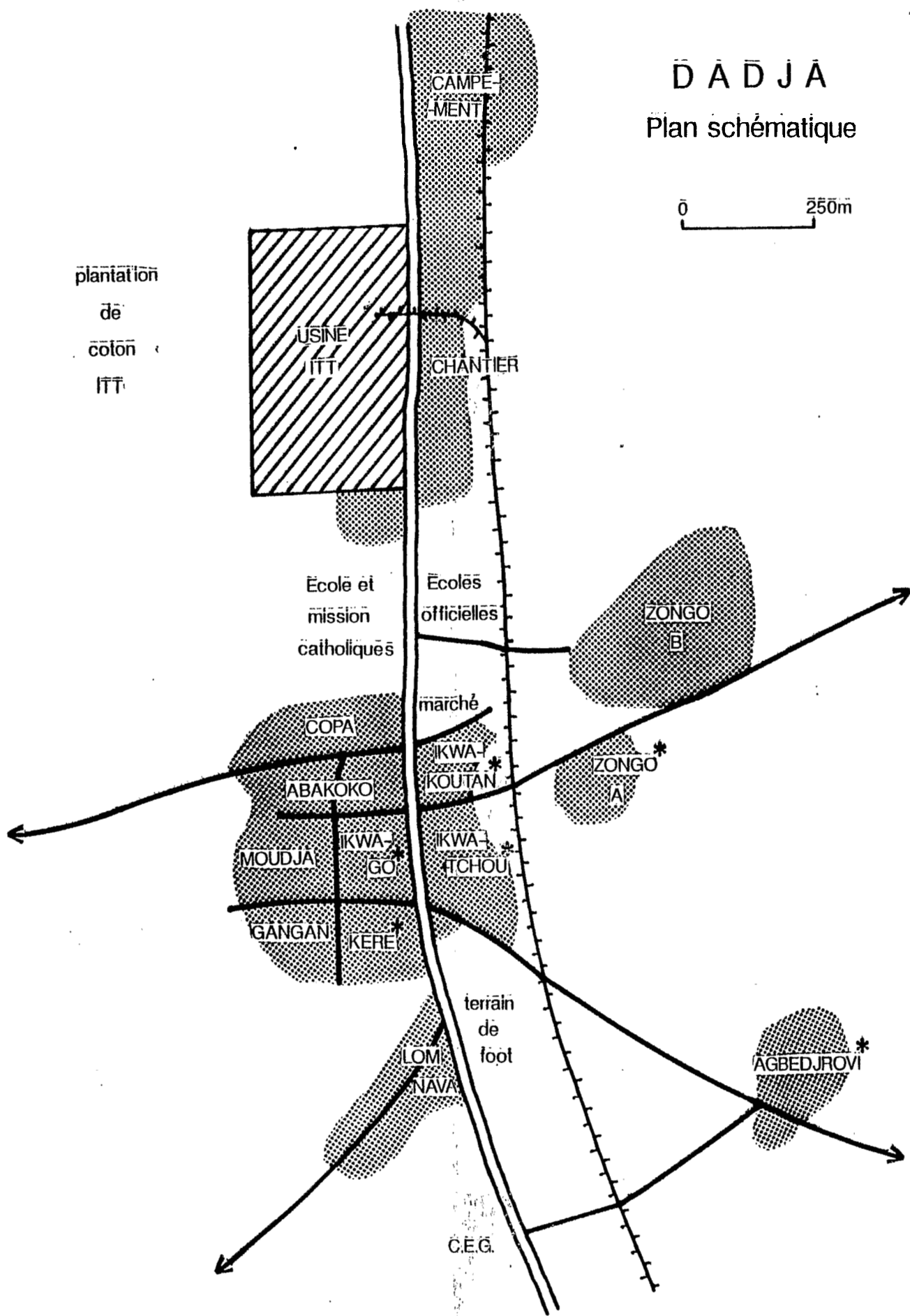
(24) Il fallut avoir recours à un jugement du tribunal d'Atakpamé, en 1969, pour confirmer la propriété éminente du sol au clan Ago, mais assorti d'un droit d'usage irrévocable pour les autres clans.




D A D J A

Plan schématique

0 250m

plantation
de
coton
ITT



-  bâti
-  route goudronnée
-  voie ferrée

IKWAGO* : quartiers anciens

Le recensement de 1960 avait trouvé à Dadja 900 habitants (25). Ils étaient 1 300 en 1970 et 2 200 en 1974 (26). D'après notre enquête de 1979 (27), Dadja avait alors 7 000 habitants. Le recensement de novembre 1981 (28) n'en trouva que 5 000. Sous-estimation, ou reflux brutal d'une population ouvrière touchée depuis un an par la crise d'ITT ? Les deux sans doute...

Si la croissance -relativement faible- entre 1960 et 1970 amena la création de nouveaux quartiers mitoyens de l'usine (Chantier et Campement), celle des années 1970 à 1979 se fit un peu par la densification des anciens quartiers centraux et surtout par l'élargissement de ceux de la périphérie (le petit Lom-Nava apparaît au sud), dont la population est multipliée au moins par 5. Les quartiers proches de l'usine pèsent désormais 30 % de l'agglomération au lieu de 15 %. (Carte 4).

Selon notre enquête de 1979, le poids des ouvriers d'ITT dans la croissance urbaine était très net : devenus 53 % des chefs de ménage, ils "pesaient" 61 % de la population, avec des familles de 6,0 personnes en moyenne contre 4,1 pour les autres, avec des nuances sensibles : les ménages des ouvriers locataires comptaient 4,7 personnes, ceux des ouvriers propriétaires (29) 7,7, ceux des vieux quartiers en moyenne 5,0, ceux des quartiers périphériques 6,6 (30).

Forte présence aussi des enfants des ouvriers dans les écoles de Dadja : 49 à 51 % dans les écoles centrales (les deux officielles et la catholique), 42 % à Agbedjrovi, 73 % à celle de Campement (mais 35 % seulement au collège).

*
* *

Cette injection massive d'ouvriers salariés a-t-elle sensiblement modifié l'allure du village, la nature du bâti ? Dadja est resté homogène : partout le même type de maisons, qu'elles soient d'argile compactée (le banko) ou de parpaings de ciment : une juxtaposition de pièces rectangulaires -les "maisons-wagons"- formant un angle droit quand la ligne devient trop longue. Les bâtiments annexes (poulailler, remises...) ont tendance à fermer l'espace en forme de cour, à la manière des villages de la région. L'impression dominante dans les quartiers

(25) Ainsi que 267 au proche village d'Agbedrovi (d'ethnie fon), 277 en 1970, 396 en 1981.

(26) Enquête menée par le Centre de la Construction et du Logement pour une ambitieuse "Opération Dadja 2000", qui n'a jamais dépassé le stade du rapport d'enquête.

(27) Une pièce sur 10 -soit un quart des ménages- après dessin de tout le bâti. Furent enquêtées 341 familles à Dadja et 32 à Agbedjrovi.

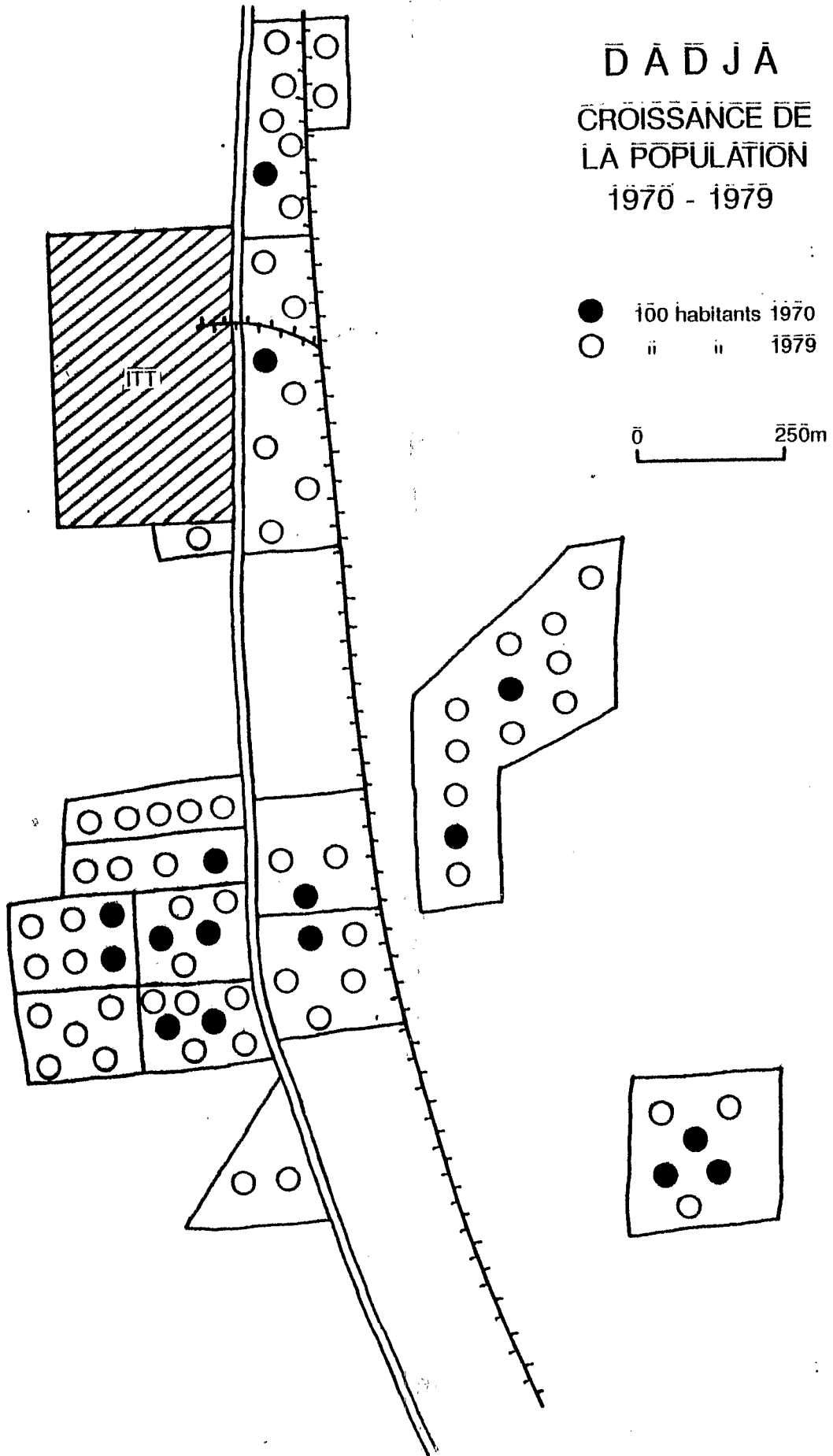
(28) Dont il a malheureusement été impossible d'obtenir les détails.

(29) Autochtones dans les vieux quartiers centraux et dans le village mitoyen d'Agbedjrovi, mais pas à la périphérie, où toutes les ethnies avaient pu acquérir des terrains pour 1 000 F CFA et une bouteille d'alcool fort (signe qu'il s'agit d'un droit d'usage octroyé plutôt que d'une vente véritable). Depuis 1977-78, les propriétaires coutumiers s'étaient aperçus que les étrangers gagnaient beaucoup d'argent en construisant pour louer : on leur demanda désormais une somme de 12 000 F par terrain, et une taxe de 30 à 40 000 F en cas de revente.

(30) Là, 45 % des ouvriers sont propriétaires, contre seulement 37 % au centre.

D Ā D J Ā

CROISSANCE DE LA POPULATION 1970 - 1979



anciens est celle d'une grande anarchie, alors que les quartiers nouveaux sont plus géométriques, mais les premiers sont cependant plus accueillants, avec leurs arbres, leurs haies vives, leurs boutiques, leurs fétiches... (Carte 5).

C'est un habitat relativement récent : 20 % seulement des constructions (31) ont plus de 10 ans, contre 56 % dans l'ensemble de la zone rurale de la préfecture (32). L'opposition est nette entre les quartiers centraux (35 % de constructions de plus de 10 ans, 31 % dans le village mitoyen d'Agbédjrovi, 4 % seulement dans les quartiers périphériques. Dans ceux-ci, 47 % des maisons ont moins de 5 ans, au lieu de 32 % dans le vieux village (et 9 % à Agbédjrovi).

Contrairement à ce que l'on aurait pu attendre, l'habitat des ouvriers d'ITT n'est pas plus jeune que celui des autres villageois : 35 % de maisons de moins de 5 ans pour les premiers, 39 % pour les seconds, paysans, commerçants, fonctionnaires... Il n'est cependant pas non plus le plus âgé, on s'en doute : 15 % des maisons qu'habitent les ouvriers ont plus de 15 ans, au lieu de 28 %. Il est donc le plus homogène, alors que celui des autres correspond à une diversification croissante, avec rénovation massive du vieux village (très inégale : 10 % seulement de maisons de plus de 10 ans à Ikwakoutan, mais 41 % à Ikwago, de l'autre côté de la grande route).

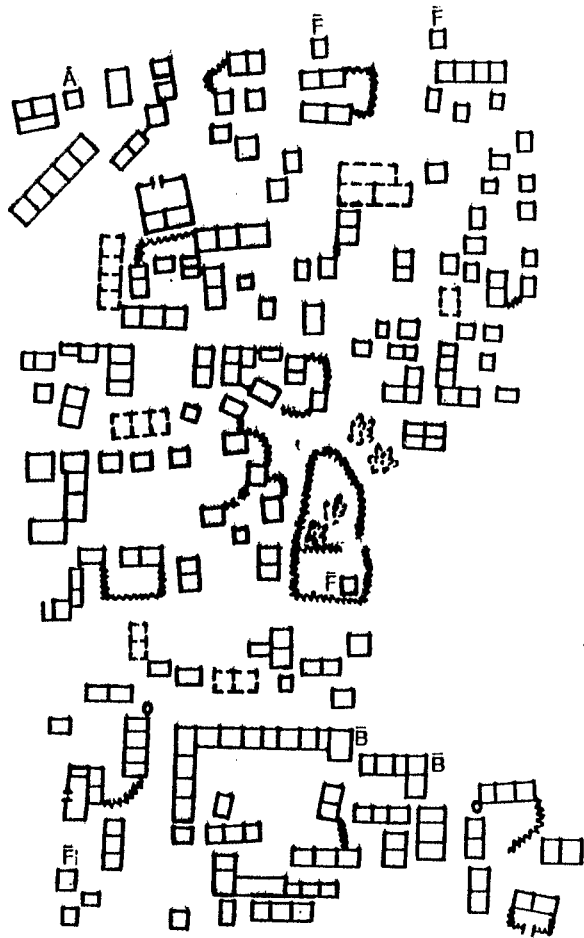
Cet habitat est d'une qualité nettement supérieure à celle des villages de la préfecture :

		villages ruraux	Dadja	habitants ITT	autres habitants
toits	de tôle	59,2 %	89 %	96 %	81 %
	de paille	39,4 %	11 %	4 %	19 %
murs	en dur	12,4 %	12 %	15 %	8 %
	en banko amélioré (33)	5,1 %	41 %	44 %	38 %
	en banko nu	79,5 %	47 %	41 %	54 %
sol	en dur	47,2 %	73 %	77 %	68 %
	en terre	50,5 %	27 %	23 %	32 %

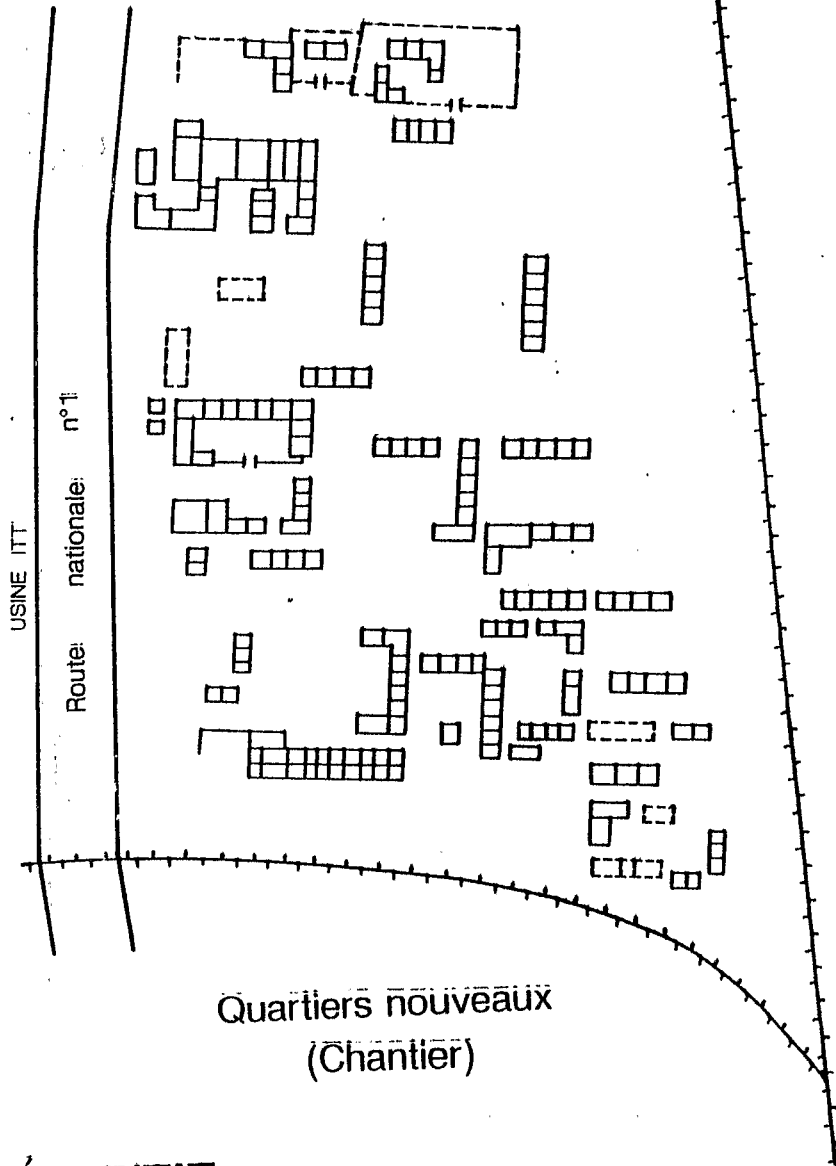
(31) Entendons le bâtiment principal (ou le meilleur) quand il y en a plusieurs.

(32) Qui a elle même l'habitat rural le plus jeune de la région (recensement général de la population et de l'habitat, 1981).

(33) Par badigeonnage d'un produit de protection (goudron...) ou construction en semi-dur (les définitions du recensement ne sont pas exactement les mêmes).




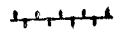

Quartiers anciens
(Ikwago)



Quartiers nouveaux
(Chantier)

TYPES D'HABITAT

- A = artisan
- B = boutique
- F = fétiche

-  clôture végétale
-  voie ferrée
-  bâtiment en construction



Si la proportion de constructions en parpaings est du même ordre que dans les villages (du moins pour l'habitat des ouvriers), la modernisation des sols et des toits (garante de l'hygiène, si ce n'est toujours du confort) est considérable à Dadjá, et d'abord au profit des ouvriers.

Mais là encore, l'image n'est pas celle que l'on imaginerait de quartiers périphériques ouvriers plus modernisés que les quartiers paysans du centre. On a vu la relative jeunesse de ces derniers. Au centre, les habitats des ouvriers sont couverts de tôle à 100 %, ceux des autres à 90 % ; en périphérie, les premiers à 83 %, les seconds à 56 % seulement. Mêmes divergences pour la nature du sol :

sol en dur		Quartiers	
		centraux	périphériques
habitat	ITT	91 %	67 %
	autre	83 %	37 %

Si les ouvriers, aux moyens monétaires non négligeables, ont assez bien investi dans leur habitat (d'autant plus que celui-ci est plus ancien), les autres habitants suivent avec retard, surtout dans les quartiers périphériques (34).

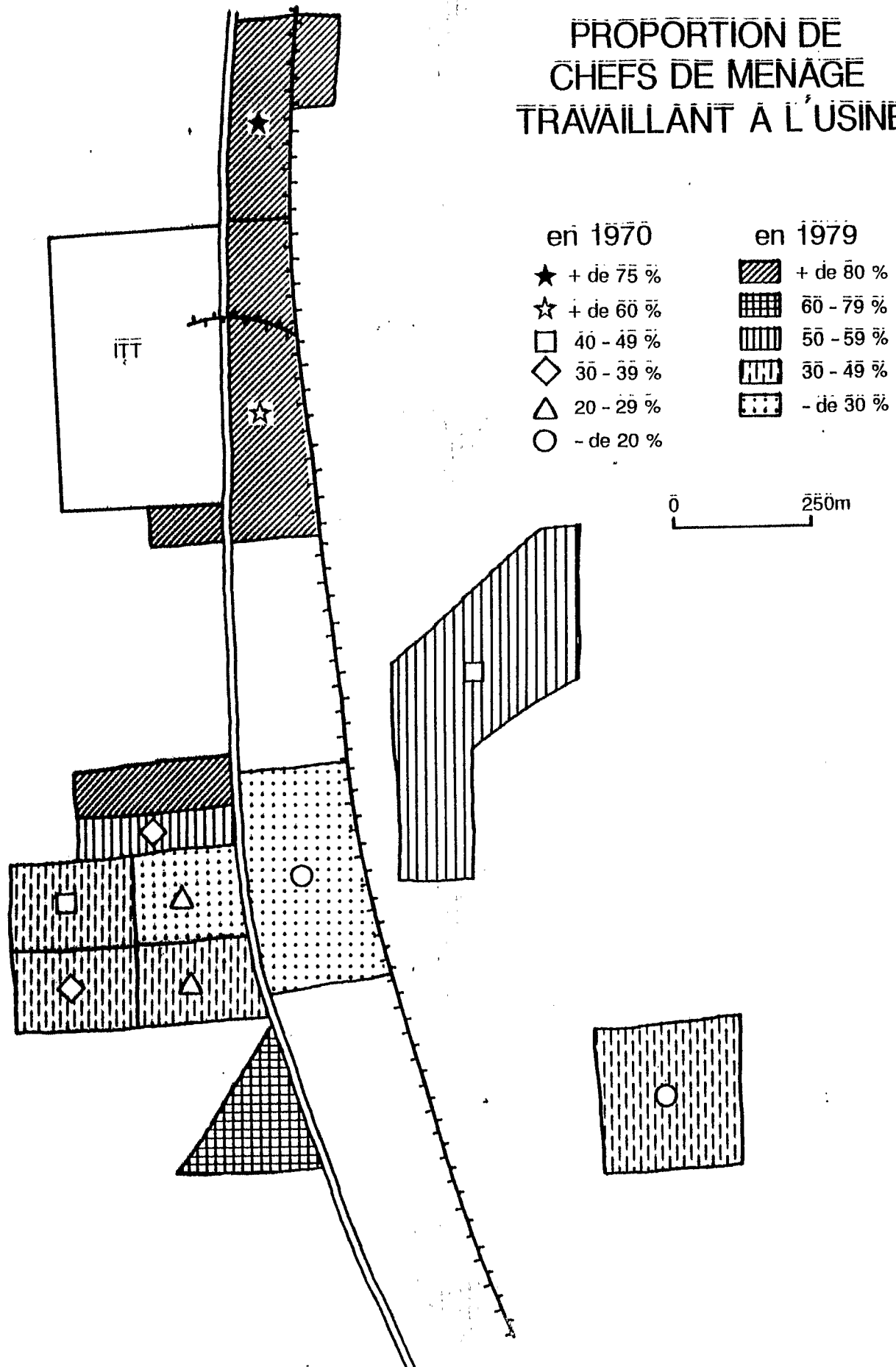
*
* *

On peut mesurer la croissance de l'emprise de l'usine sur l'agglomération en comparant la proportion des chefs de famille qu'elle emploie en 1970 et en 1979 : on passe d'un total de 36 % (devançant à peine les paysans : 35 %, largement les artisans : 13 % et les commerçants : 3 %) à la majorité absolue : 53 % (loin devant les paysans : 25 %, artisans et commerçants à égalité à 8 %. Les fonctionnaires sont en nombre homéopathique : une poignée d'enseignants, un infirmier, un agent d'état-civil, un chef de gare...)

Cette majorité ouvrière est écrasante dans les quartiers proches de l'entreprise, forte aussi, maintenant, à la périphérie du vieux noyau (Zongo, Copa, Abékoukou, Lom-Nava), relative même à Moudja et à Kéré). A Agbédjrovi, les ouvriers passent de 9 % à 34 % des chefs de famille (pour la plupart autochtones). Dadjá, à l'apogée de l'usine, est bien devenue une cité ouvrière. (Carte 6).

(34) En particulier le Zongo, traditionnellement quartier des commerçants et artisans allochtones, souvent très modestes : 29 % de toits de paille, record de Dadjá (mais on notera aussi les 20 % de Campement, reflet de son caractère inachevé, en pleine construction).

PROPORTION DE CHEFS DE MENAGE TRAVAILLANT A L'USINE



Est-ce suffisant pour en faire une ville ? Il faudrait pour cela que Dadja fût devenu le noeud d'un faisceau de relations dont le solde soit positif pour l'agglomération. Y a-t-il un processus d'accumulation autre que celui des hommes ?

V. DADJA ET SES RELATIONS SPATIALES

L'usine, moteur de l'essor démographique et spatial de Dadja, l'ignore à peu près totalement. Elle n'en reçoit strictement rien, en dehors des travailleurs. Elle est auto-suffisante pour son fonctionnement et pour la vie des cadres qu'elle loge sur place. Elle traite à Atakpamé les questions administratives (préfecture, inspection du Travail,...), à Lomé les affaires majeures. Elle reçoit de Lomé la totalité de ses matières premières -y compris, on l'a dit, le coton récolté dans la région de Dadja...- et de son outillage. Elle y vend la quasi-totalité de sa production, que ce soit pour le marché togolais ou pour l'exportation, en Afrique et vers l'Europe (35). Après avoir dépendu essentiellement de la voie ferrée dans ses premières années, ITT fonctionna ensuite surtout avec une noria de camions sur 150 km de bon goudron : l'usine était en fait une sorte d'île, dans l'ignorance complète de son environnement (36).

Cette population à prépondérance ouvrière, aux revenus monétaires non négligeables, offre-t-elle au secteur tertiaire de Dadja l'occasion d'un large développement, d'une accumulation substantielle de capital ?

Premier élément peu favorable au commerce local, les ouvriers sont en même temps cultivateurs, d'autant plus facilement que le rythme des ateliers par "3 x 8" leur laisse de grandes périodes de jour pour travailler leurs champs (37). Ils l'ont déclaré eux-mêmes, la possibilité d'avoir ses champs est l'un des avantages majeurs de la vie à Dadja : 75 % d'entre eux cultivent la terre (38), en particulier les agents de la III^e catégorie (77 %) et de la maîtrise (79 %).

69 % de ces ouvriers-paysans ont un seul champ ; 24 % en déclarent deux, les autres trois, voire quatre : en moyenne 1,36 chacun (à Atakpamé : 1,31, dans les villages : 1,96). 82 % ont leur champ à Dadja (au plus à une demi-heure de marche), les autres au village natal - il est

(35) Dans les années 1978-79, un cadre commercial allemand avait mis sur pied un réseau de boutiques dans les principales villes de l'intérieur, dont une à Dadja, dans les locaux de la coopérative, en face de l'usine. Mais cela resta un marché microscopique, qui n'a pas eu le temps de décoller.

(36) Situation très comparable à celle du puissant complexe textile Gonfreville à Bouaké, qui vivait en vase clos à la périphérie de la seconde ville de Côte-d'Ivoire et envoyait à Abidjan 98 % de sa production (enquête de l'auteur en 1975).

(37) Ce qui n'est pas possible pour les employés des bureaux ou des ateliers communs, soumis aux horaires diurnes normaux.

(38) De même 65 % de ceux d'Atakpamé, où l'espace cultivable ne manque pas (en particulier pour ceux -nombreux- qui résident au carrefour d'Agbonou) et, naturellement, 96 % de ceux des villages.

très rare qu'on ait les deux (39). Ils cultivent à 83 % du maïs, à 51 % de l'igname, 48 % du manioc, 19 % du mil (nourriture des originaires du Nord), 13 % du haricot... 8 % seulement font du cacao ou surtout du café (pas sur place, naturellement). 56 % d'entre eux se font aider de manoeuvres : en moyenne 2,1 chacun (40).

90 % mangent entièrement leur récolte, les autres en vendent une partie, 2 % la totalité (le café et le cacao, bien sûr. On notera aussi que, à l'époque, moins de 1 % faisait du coton). Avec ces récoltes, 40 % déclarent se nourrir trois mois par an, 30 % six mois, 12 % neuf mois, 18 % toute l'année.

Cette auto-consommation alimentaire d'une population en principe salariée dans le secteur moderne est évidemment de l'activité en moins pour le commerce de Dadja.

L'argent que gagnent les ouvriers sert incontestablement à accroître leur patrimoine : 80 % des projets de construction qu'on nous a déclarés à Dadja étaient l'oeuvre des ouvriers (soit le quart des résidents sur place). Pour les deux-tiers (en général locataires à Dadja), il s'agissait de construire au village. Les autres étaient à égalité des locataires soucieux de construire pour eux-mêmes, et des propriétaires (non autochtones) déjà installés construisant pour louer.

Les gens de Dadja ne sont jamais bien riches, mais la possession de biens matériels qui améliorent la qualité de la vie et le statut social est nettement plus fréquente chez les ouvriers.

% de ménages équipés de	Chef de ménage		
	ouvrier	paysan	autre
poste de radio	80 %	31 %	38 %
bicyclette	22 %	18 %	10 %
motocyclette	19 %	-	8 %

(39) Les ouvriers des villages ont naturellement tous leurs champs sur place ; ceux d'Atakpamé (dont beaucoup d'origine des plateaux de l'Ouest, riches en café-cacao) ont 40 % des leurs à distance.

(40) A Atakpamé : 2,6 ; aux villages : 2,9.

répartition entre les groupes	ouvriers	paysans	autres	
radio	72 %	13 %	15 %	100 %
bicyclette	64 %	25 %	12 %	100 %
motocyclette	84 %	-	16 %	100 %
(rappel de la répartition totale)	53 %	25 %	22 %	100 %

Ces dépenses peuvent-elles se faire à Dadja, profiter au commerce de Dadja ? A vrai dire, celui-ci est bien peu développé, et encore moins attractif : il n'offre aux clients que son modeste marché (agrandi depuis qu'il avait quitté le centre du village pour venir sur son flanc nord, mais tout traditionnel) et quelques boutiques guère plus modernes (hormis une ou deux tenues par des ouvriers ou leur épouse, et la petite coopérative ITT, en face de l'usine). Les commerces de Dadja n'assurent guère que les besoins les plus quotidiens.

On a demandé aux habitants du village où ils achetaient certains produits (41).

achats à	un vêtement	un poste de radio	un paquet de tôles
Atakpamé	63 %	6,7 %	82 %
Dadja	26 %	9 %	2 %
Lomé	10 %	16 %	7 %
autres villes (42)	1 %	4 % (43)	9 %

Prépondérance écrasante donc du commerce -fort actif- d'Atakpamé (à 11 km de bon goudron), et secondairement de Lomé. Il n'y a que pour les vêtements (notion assez floue) que Dadja se révèle bien achalandée, ce qui paraît assez logique à côté d'une usine textile, mais correspond en fait au large approvisionnement de tous les marchés du Togo en frippes, venues du monde industrialisé à des prix imbattables.

(41) Il était possible de donner plusieurs réponses.

(42) En général le chef-lieu de leur région d'origine : Kpalimé, Notsé, Sokodé, Kara... Les tôles sont souvent destinées au village natal, donc achetées le plus près possible.

(43) 4 % directement achetée au Ghana ou au Nigéria (situation typique du Togo, aux frontières si poreuses).

Une partie non négligeable de l'argent que gagnent les ouvriers a d'autant moins d'impact sur Dadja qu'elle est expédiée à l'extérieur. 82 % des ouvriers résidant à Dadja déclarent envoyer de l'argent au loin (en moyenne 3 500 F par mois) au lieu de 75 % de ceux d'Atakpamé (pour 3 250 F) et à peine 48 % de ceux des villages, qui ont leur famille sur place (44). Il est vrai que les premiers ont sensiblement plus d'enfants à "supporter" loin d'eux :

		résidents à		
		Dadja	Atakpamé	villages
enfants à charge	sur place	1,8	2,0	3,5
	au loin	0,8	0,5	0,6

Ce fardeau croît rapidement avec le grade dans l'usine (c'est-à-dire l'âge autant que le revenu) :

		catégories			
		I - II	III	IV - VI	maîtrise
enfants à charge	sur place	1,2	1,7	2,2	3,6
	au loin	0,2	0,6	0,7	1,4

La proportion d'agents d'ITT qui envoient de l'argent au loin croît aussi avec la catégorie, ainsi que la somme globale. Mais si l'on rapporte celle-ci aux salaires moyens de ces catégories, on s'aperçoit que le pourcentage ne cesse de baisser... Mais le total représente tout de même 10 % de la masse des salaires nets de l'usine : de l'ordre de 3,5 millions de F CFA par mois.

envois d'argent	catégories			
	I - II	III	IV - VI	maîtrise
% des ouvriers	67 %	77 %	76 %	97 %
somme mensuelle	2 600 F	2 700 F	3 500 F	7 300 F
% des revenus moyens	15 %	10,5 %	9 %	8 %

(44) 4 000 F, mais pour des effectifs trop faibles pour être significatifs.

Cet argent va en nette priorité aux parents directs : à 37 % à la mère (45) et 27 % au père, puis 20 % aux frères et soeurs, 6 % à l'(aux) épouse(s) absente(s), 4 % seulement à des enfants isolés, 2 % aux grands-parents, le reste aux oncles ou tantes, neveux, "marâtres", etc. L'âge jouant, on note que les membres de la maîtrise envoient moins à leurs parents (44 % au total) et plus rien à leurs grands-parents (décédés), un peu plus à leurs frères et soeurs (23 %) et surtout beaucoup plus à leurs enfants (18 %), largement scolarisés au loin (46).

Il n'y a pas que l'argent qui circule : les ouvriers aussi. 70 % de ceux de Dadja se rendent régulièrement à Lomé (30 % au moins une fois par mois, 3 % au moins une fois par semaine; 30 % seulement une fois par an), 95 % à Atakpamé (59 % au moins une fois par semaine : on a dit le poids commercial de la capitale régionale, 38 % au moins une fois par mois), alors qu'il n'y en a que 74 % à se rendre au village natal (59 % au moins une fois par an, 33 % au moins une fois par mois) : plus de la moitié des ouvriers prend donc la route au moins une fois par semaine (47).

Les ouvriers de l'usine ITT sont donc installés à Dadja : ils y ont élaboré un habitat convenable (on ne passe pas tant d'années dans une niche à chien), mais ils n'y sont pas enracinés. Leurs centres d'intérêt, les lieux de leurs activités de dépense ou d'accumulation, sont ailleurs. Dadja n'est pour eux qu'un endroit de passage, long peut-être, mais par définition provisoire (48).

Sans accumulation durable des hommes et des capitaux, Dadja, malgré sa croissance, ne peut donc être classés comme une ville à part entière, à la différence de bien des centres plus petits mais nettement plus actifs dans le secteur tertiaire. Une usine ne suffit pas à faire une ville.

*
* *

Mais alors, de quel type d'établissement humain s'agit-il ? Dadja n'est à l'évidence pas non plus un village. C'est que, entre le rural et l'urbain, il faut admettre un troisième type d'établissement humain, qu'on pourrait appeler le "camp". Cela concerne en priorité les

(45) Possibilité de réponses multiples.

(46) Ces chiffres varient très peu selon le lieu de résidence.

(47) Les ouvriers d'Atakpamé bougent eux aussi beaucoup : 69 % vont régulièrement à Lomé (35 % au moins une fois par mois, 2 % par semaine), 77 % au village (17 % au moins une fois par semaine). Ceux des villages se rendent à 78 % à Lomé (76 % au moins une fois par an) et en même proportion à Atakpamé (à 85 % au moins une fois par semaine), mais ce ne sont pas des attractions de même nature.

(48) Il est particulièrement regrettable que les troubles actuels interdisent d'aller voir sur place ce que sont devenus les ouvriers licenciés depuis la fermeture définitive de l'usine. Tous repartis ? Ou bien certains sont-ils restés pour profiter de l'abondance des champs, dans une région où les migrations "rurales-rurales" sont un phénomène géographique majeur ? Il semble que certains sont restés à cultiver du coton (de bon rapport dans les années 1985) et que d'autres se sont reconvertis dans le commerce informel et l'artisanat, sur place ou à Atakpamé.

concentrations de salariés des mines et des grandes plantations (49), surtout quand celles-ci s'efforcent d'héberger leurs travailleurs : on a là une population à revenu entièrement monétarisé, vivant dans des logements modestes mais modernes, avec des infrastructures (eau, électricité, coopératives d'achat et de loisirs, dispensaires) que bien des petites villes peuvent leur envier.

Mais ces agglomérations ne vivent que d'une seule activité. Que celle-ci vienne à faillir (fermeture de la plantation, épuisement de la mine...), et le camp disparaît. Ce qui fait la ville, c'est le flux des échanges. Les camps peuvent vivre totalement en étrangers à leur environnement (les exemples de Fria en Guinée ou de Yéképa au Libéria sont caractéristiques) ; celui-ci, qui ne profite guère de leur présence, ne souffre pas davantage de leur disparition. Seule la ville a son dynamisme propre, puisque reposant sur un réseau de relations.

A Dadja, l'entreprise ne s'est pas souciée du logement de ses salariés : ceux-ci se sont adaptés au village, ils l'ont marqué de leur désir d'un minimum de qualité de vie, mais ils n'ont - hormis quelques constructeurs de logements locatifs - pas investi sur place. Pour eux comme pour ITT, Dadja n'était pas un but, seulement un moyen, du provisoire qui pouvait durer longtemps, mais qui restait du provisoire : Dadja, à l'apogée de son usine, n'en était que le camp.

L'industrialisation ne peut favoriser l'urbanisation, à vrai dire, que si celle-ci existe déjà, s'il y a sur place l'essentiel, c'est-à-dire les flux et la structure sociale capables d'animer et de capitaliser la croissance économique. Une usine en rase campagne ne fera jamais une ville : il lui manque l'essentiel, c'est-à-dire les citadins et leurs pratiques.

(49) On peut ajouter à la liste les camps de concentration quand ceux-ci prennent une ampleur géographique telle que l'"archipel du Goulag" décrit par Soljenytsine il y a une vingtaine d'années.